

L'infolettre d'avril 2014

Présentant les dernières mises à jour du site « [Connaissances pour le développement](#) »

Rejoignez-nous également sur [Twitter](#) et [Facebook](#)

Restez à jour en suivant [les fils RSS du site](#)

Pensez à vous [inscrire](#) pour placer vos commentaires

[Nouveaux dossier et articles de fonds](#)

[Programme S&T au CTA](#)

[Développements et publications](#)

[Événements](#)

[Bourses et appels](#)

[Postes à pourvoir](#)

## Nouveaux dossier et articles de fonds

### COLLABORATION EN MATIÈRE DE RECHERCHE DANS UN MONDE GLOBALISÉ

La nature de la collaboration évolue sans cesse et devient de plus en plus complexe, une place prépondérante étant désormais accordée à la collaboration Sud-Sud et à l'évolution des Partenariats Nord-Sud. Si la collaboration en matière de recherche présente des avantages indéniables, elle est parfois freinée par des questions de financement, d'éthique, de confiance et de coordination. C'est notamment le cas lorsque le besoin de coopération entre plusieurs réseaux implique différentes disciplines, des acteurs multiples, divers secteurs du gouvernement et différents pays. Dans ce nouveau dossier de *Connaissances pour le développement*, deux nouveaux articles de fonds par des chercheurs du Nord et du Sud, et une liste de documents et de liens donnent accès à des publications sur les meilleures pratiques en matière de développement de partenariats et de réseaux, aujourd'hui nécessaires pour trouver les solutions aux problèmes complexes des sociétés dans un monde globalisé.



Ce dossier a été préparé par CABI, KIT et CTA.

Cliquer pour [explorer le dossier sur notre site web](#).

### Partenariats européens en faveur de la recherche agricole axée sur la demande et du développement des capacités : exemple de l'Afrique

*Tim Chancellor, Michael Hauser et Paolo Sarfatti, Alliance européenne dans le domaine des connaissances agricoles pour le développement (AGRINATURA)*



Tim Chancellor, Michael Hauser et Paolo Sarfatti décrivent l'expérience acquise au moyen des partenariats stratégiques européens avec des organisations de recherche et de développement agricoles, notamment en Afrique subsaharienne. Ces partenariats ont été mis en place pour répondre d'une voix commune aux nouvelles questions de recherche agricole et de développement des capacités. Cet article présente les aspects concrets des collaborations efficaces et le rôle croissant que joue la création de partenariats de recherche avec des organisations paysannes afin de s'assurer que la recherche se centre sur les besoins locaux et ait plus d'impact sur le terrain.

Cliquer pour lire l'[article](#).

### Partenariats dans les systèmes d'innovation agricole : point de vue d'un chercheur

## africain

Moses Osiru, Institut international de recherches sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT), Bamako (Mali)



Moses Osiru aborde les questions relatives au partenariat avec les chercheurs agricoles africains, qui doivent s'engager aux côtés de différents acteurs pour la production, la diffusion, l'adoption et l'adaptation des connaissances. Il mentionne les difficultés auxquelles les chercheurs africains sont confrontés dans le développement et le maintien de partenariats équilibrés, compte tenu de l'absence de sources fiables de financement à long terme. Il souligne l'importance des partenariats Nord-Sud et

Sud-Sud dans le cadre de programmes ciblés et de mécanismes de financement favorables, qui permettent aux institutions africaines de renforcer leurs capacités et de lever davantage de fonds dans des domaines où elles présentent un avantage comparatif, en mettant l'accent sur le développement de produits commerciaux.

Cliquer pour lire l'[article](#).

## Collaboration en matière de recherche : ressources sélectionnées

### Quelles pistes pour renforcer la collaboration Afrique-UE en matière de recherche et d'innovation ?

Le Mécanisme de soutien pour le partenariat UE-Afrique de la JAES a fait les propositions suivantes :

1. Intégrer la technologie et l'innovation à d'autres initiatives Afrique-UE, comme dans celles concernant l'enseignement supérieur et la mobilité (Université panafricaine), les infrastructures (par ex. Programme de développement des infrastructures en Afrique), l'accès Internet (AfricaConnect) et l'agriculture (PDDAA);
2. Encourager les gouvernements à investir dans la R&D et dans la STI: le partenariat intercontinental permet aux gouvernements, au secteur privé et aux institutions de recherche d'identifier les interventions spécifiques d'intérêt commun en vue d'une action au niveau national;
3. Renforcer le rôle du secteur privé: essentiel pour transformer les investissements dans la STI en gains concrets;
4. Appliquer les principes du gagnant-gagnant: le partenariat Afrique-UE implique des intérêts communs et des obligations mutuelles;
5. Agir dans des domaines présentant un avantage comparatif: les acteurs africains et européens ont des atouts complémentaires qui permettent d'optimiser les initiatives conjointes en matière de STI.

Une [feuille de route](#) pour structurer les relations entre l'UE et l'Afrique pour la période 2014 à 2017 a été adoptée lors du 4e sommet UE-Afrique, le 2-3 avril 2014. Cette feuille de route comporte cinq priorités et domaines stratégiques pour des actions communes, et présente en détail des actions au niveau interrégional, continental ou mondial. Dans le domaine prioritaire 3 'Développement humain', deux des domaines de coopération sont (a) les sciences, les technologies et l'innovation ; et (b) l'enseignement supérieur. L'agriculture, la sécurité alimentaire et la sécurité sanitaire des aliments sont inclus dans le domaine prioritaire 4 'Développement et croissance durables et inclusifs et intégration continentale'. Les questions relatives aux changements climatiques, à l'environnement, à la gestion durable des terres et de la biodiversité sont compris dans le domaine prioritaire 5 'Questions globales et émergentes'.

([partenariat UE-Afrique](#), 2013)

### Changement d'approche vis-à-vis des pays en développement dans la collaboration internationale en matière de STI

La coopération internationale en matière de recherche dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) a longtemps été assimilée à un transfert de connaissances du Nord au Sud. Cette étude porte sur l'évolution de l'approche adoptée par les chercheurs et les politiques néerlandais vis-à-vis de la coopération en STI avec les pays en

développement. Un examen de la littérature et des études de cas indique en effet qu'un changement d'approche a été opéré. La politique néerlandaise s'oriente clairement vers les secteurs prioritaires, en mettant l'accent sur les bénéfices qu'offrent la coopération et la participation des parties privées au pays. Au niveau des chercheurs, les changements d'approche dépendent davantage du développement du pays partenaire. Sur la période 2000 à 2012, l'Indonésie et la Chine ont fait de gros progrès économiques et scientifiques. Le renforcement des capacités est alors devenu moins prioritaire et les flux de financement ont commencé à se faire plus réguliers. Cette coopération est désormais perçue par les chercheurs néerlandais comme plus égalitaire. L'Afrique restant un continent moins développé, la coopération avec les partenaires africains se caractérise toujours par des inégalités en termes de capacités, de ressources et de financement. ([Henk Steinz](#), thèse de Master, Université d'Utrecht, Pays-Bas, 2012)

## **Collaboration en matière de S&T dans les pays en développement : enseignements tirés des activités de collaboration entre le Brésil et la Corée du Sud**

Cet article montre comment les activités de collaboration en science et technologie (S&T) entre le Brésil et la Corée ont évolué au cours des deux dernières décennies. Il met notamment l'accent sur les différences entre le début et la mise en place effective de la recherche collaborative aux niveaux national et individuel, dans les domaines prioritaires de la recherche, dans la planification des ressources et des projets et dans la nature des collaborations. Les activités de recherche collaborative et les domaines de recherche ont d'abord été établis au niveau national avant que les efforts et collaborations individuels ne commencent à se porter sur d'autres domaines. Les types de projets sont restés différents à chaque niveau (c'est-à-dire, de haut en bas et de bas en haut) ou n'ont été que légèrement combinés. Cette étude propose l'adoption de mesures stratégiques appropriées (telles que la collecte ponctuelle et efficace d'informations sur les activités à différents niveaux et une coordination proactive) susceptibles de réduire les écarts en termes de calendrier et d'alignement des domaines de recherche.

([Science Technology and Innovation Policy Review 3\(2\)](#), 92-110, 2012)

## **Moteurs de la collaboration internationale en matière de recherche**

La collaboration internationale en matière de recherche (CIR) fait l'objet de politiques de plus en plus nombreuses, et ce dans tous les pays. Il existe un « paradigme étroit » (découlant de la dynamique de la science et de la recherche) et un « paradigme plus large » (découlant d'autres objectifs stratégiques qui utilisent la collaboration dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) pour atteindre des objectifs socioéconomiques plus vastes). Les politiques et les programmes de CIR alliant plusieurs facteurs stratégiques présentent généralement des objectifs confus, difficiles à mesurer. Bien que les décideurs et les bailleurs de fonds admettent plusieurs hypothèses concernant l'impact que peut avoir la CIR sur les objectifs de ces politiques, il est rare que ces objectifs soient spécifiés. Dans le « paradigme plus large », il est impossible d'établir des rapports de cause à effet entre les objectifs et les programmes. Compte tenu de la diversité des acteurs, des facteurs, de la situation nationale de départ dans le domaine de la CIR en STI et de l'utilisation parallèle de stratégies ascendantes et plus descendantes, il sera difficile d'établir un cadre cohérent d'évaluation et d'indicateurs. Pourtant, l'établissement d'un cadre « délimité » et d'indicateurs clés du paradigme « étroit » pourrait bien constituer une première étape nécessaire.

([Commission européenne](#), 2009)

## **ERAfrica**

ERAfrica est un nouveau projet de l'Union européenne (UE) visant à promouvoir une approche européenne unifiée de la collaboration avec l'Afrique dans le domaine de la recherche scientifique et technologique au service de l'innovation et du développement durable. Financé par la Commission européenne pour un montant de près de 2 millions d'euros, ERAfrica rassemble 7 pays membres de l'UE (France, Allemagne, Belgique, Espagne, Portugal, Finlande et Autriche), mais également la Suisse et la Turquie, ainsi que trois pays africains (Afrique du Sud, Kenya et Égypte), le tout au sein d'un consortium construit sur la conviction partagée de l'intérêt qu'il y a à unifier les efforts de soutien et de promotion des collaborations intercontinentales en matière de recherche.

([ERAfrica](#), 2014)

[Trouver toutes les ressources de ce dossier sur notre site web.](#)

## Les S&T au CTA : mises à jour des programmes

### **Analyse de l'impact sur la sécurité alimentaire de la coopération en matière de recherche entre l'Europe et l'Afrique subsaharienne**

Cette étude s'inscrit dans le cadre du lot de travail 1 du 7e programme-cadre qui soutient le projet CAAST-Net Plus « Promouvoir la coopération entre l'Afrique subsaharienne et l'UE pour la recherche et l'innovation face aux défis mondiaux » ([www.caast-net-plus.org/](http://www.caast-net-plus.org/)). L'objectif du lot de travail 1 est de contribuer au renforcement de la coopération sur la recherche et l'innovation entre l'Europe et l'Afrique subsaharienne afin de relever le défi de la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale. L'objectif principal est de fournir une base de connaissances afin d'élaborer une plateforme sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le but de traiter les priorités communes à l'Europe et à l'Afrique en matière de science, de technologie et d'innovation (ST&I) et d'ainsi obtenir de meilleurs résultats dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'étude est menée par le Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE (CTA).

Trouver le questionnaire sur [notre site web](#).

### **Informations sur le concours de films et de vidéos sur la science et l'agriculture dans les Caraïbes « Valorisation des produits locaux »**

En octobre 2013, le Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE (CTA) en collaboration avec le Conseil pour la science et la technologie des Caraïbes (CCST), l'Institut caribéen de recherche et de développement agricoles (CARDI), l'Université des Indes occidentales (UWI), la Trinidad and Tobago Film Company (TTFC) et Flow (Columbus Communication) ont lancé le deuxième concours de films et de vidéos sur la science et l'agriculture dans les Caraïbes intitulé « **Valorisation des produits locaux** ». Cet accent thématique répond aux priorités politiques alimentaires et nutritionnelles des Caraïbes sur la disponibilité et l'utilisation des produits alimentaires qui encouragent la promotion de la production, la commercialisation et la consommation durables de marchandises/produits alimentaires sûrs, abordables, nutritifs et de qualité au sein des Caraïbes. Le concours encourage les jeunes professionnels entrepreneurs et créatifs du secteur de la technologie (de 18 à 35 ans), passionnés par la communication d'idées et ayant un intérêt pour la mise en valeur de la science et de la technologie pour le développement de l'agriculture et de l'économie, à participer. Quarante-vingt-quatre (84) inscriptions ont été réceptionnées de 12 pays : la Barbade, la Grenade, le Guyana, Haïti, la Jamaïque, Montserrat, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Saint-Christophe, Sainte-Lucie, le Suriname, les Bahamas et Trinité-et-Tobago.

Le thème dominant sélectionné par les participants était « Promouvoir les avantages des produits alimentaires locaux », suivi de « Options de transformation » et « Axé sur le marché/les consommateurs ». À l'issue de l'évaluation du panel d'experts, soixante (60) équipes ont été sélectionnées pour prendre part à l'atelier pratique sur mesure organisé à Port-d'Espagne (Trinité) du 7 au 11 avril 2014.

Et après ? Chaque équipe se verra attribuer deux mentors, un scientifique et un expert en production de film/vidéo, qui superviseront la production finale des films et vidéos à présenter lors de la finale du concours. Le délai d'inscription des vidéos est le 1er juillet 2014. L'ensemble des films et vidéos sera publié en ligne pendant une durée d'un mois. Les lauréats seront choisis par les internautes et un jury de cinéastes.

Cliquer [ici](#) pour voir les photos du dernier atelier de formation. Pour plus d'information, visiter [notre site web](#), le [site officiel](#) et la page [Facebook du concours](#).

### **Les 20 meilleures innovations agricoles destinées aux petits exploitants : première réunion d'experts**

En décembre 2013, le CTA a lancé un appel aux « 20 meilleures innovations agricoles destinées aux petits exploitants » et reçu 251 soumissions. Les statistiques basées sur le préexamen des soumissions reçues sont les suivantes : 49 pays ; cinq catégories d'intervention – production (123 ; 49 %), vulgarisation (45 ; 18 %), post-récolte (27 ; 11 %), options d'élargissement du marché/nouveaux produits (24 ; 9 %), gestion des terres et de l'eau (14 ; 6 %) et autres (18 ; 7 %). Les différents types d'innovations recueillis étaient répartis comme suit : innovations paysannes (79) ; recherche-développement (70) ; innovations universitaires (42) ; innovations au sein du secteur privé (19) ; innovations du secteur public (6) ; et innovations individuelles (3). Au total, 75 soumissions ont passé avec succès l'examen préalable effectué par le CTA en collaboration avec un consultant indépendant. Lors de la première réunion d'experts qui s'est tenue du 28 au 30 avril dernier, le CTA, en consultation avec une équipe d'experts ACP (chercheurs, universitaires, agents de vulgarisation, agriculteurs), a sélectionné 30 à 40 innovations qui seront évaluées par des exploitants agricoles de la région ACP. Les 20 meilleures innovations seront approuvées par un panel d'experts internationaux de haut niveau (composé de chercheurs/d'universitaires, d'agents de vulgarisation et d'agriculteurs) et publiées sous différents formats pour diffusion à grande échelle.

Pour plus d'information, cliquer [ici](#).

## Zoom sur la politique de vulgarisation

La vulgarisation est un service essentiel pour aider les pays à relever le défi de la sécurité alimentaire, à renforcer la résilience des systèmes agricoles face au changement climatique et à améliorer la prospérité des secteurs agricoles et ruraux. Dans ce numéro, nous présentons divers documents stratégiques qui ont été diffusés récemment via la version CD-ROM des actes d'un colloque sur la vulgarisation. Ces articles publiés par H.B. Corrêa da Silva (Brésil), V. Hoffmann (Allemagne), N. Roling et D. Hounkonnou (Pays-Bas et Bénin) et O.I. Oladele (Nigeria) fournissent des enseignements utiles afin de planifier les futures politiques de vulgarisation dans les pays en développement.



## Innovations dans les services de vulgarisation et de conseil visant à lutter contre la pauvreté et la faim : enseignements du Brésil

[H.B. Corrêa da Silva, Brésil](#)

Après avoir été négligés pendant plus de dix ans, les services brésiliens de vulgarisation agricole sont redevenus, en 2003, l'une des priorités du gouvernement national. L'introduction d'une politique nationale et l'augmentation des financements publics ont permis de relancer ces services afin d'agir en faveur de l'agriculture familiale et du développement rural durable. Les partenariats entre les autorités nationales et locales d'une part et les exploitations familiales et les mouvements sociaux d'autre part sont devenus le pilier d'un système de vulgarisation pluraliste et décentralisé, incluant une gouvernance participative, ainsi que des organisations gouvernementales et non gouvernementales. Ce phénomène a été renforcé par une nouvelle loi fédérale qui a permis d'établir un consensus national et d'introduire un mécanisme de financement axé sur la demande en matière de services de vulgarisation. L'incroyable développement de politiques favorisant l'inclusion sociale, la sécurité nutritionnelle et alimentaire ou encore la création de revenus a amené les services de vulgarisation à agir bien au-delà de leurs capacités. De nouveaux liens entre la vulgarisation et la recherche ont facilité l'accès des agents de vulgarisation et des agriculteurs familiaux aux innovations technologiques. En outre, la formation des agents de vulgarisation accentue les approches et concepts avant-gardistes – tels que les méthodes participatives, le renforcement des capacités, l'agriculture durable, les chaînes de valeur et les activités non agricoles – adaptés à la diversité de l'agriculture familiale. Au Brésil, la vulgarisation agricole est confrontée à un véritable défi : elle doit accroître sa capacité à répondre à la demande des politiques publiques et des agriculteurs familiaux, tout en évaluant sa qualité, son rapport coût-efficacité, sa durabilité et son impact.

## Services gouvernementaux de vulgarisation : problèmes génériques et solutions éventuelles

[V. Hoffmann, Allemagne](#)

Les gouvernements ne devraient pas s'investir directement dans les secteurs de la production et des services, mieux gérés par les entités juridiques privées. Toutefois, il peut parfois être pertinent pour l'État de posséder ou de détenir des parts dans des entreprises privées. En matière de vulgarisation, les responsabilités gouvernementales devraient se concentrer, sur le long terme, sur les questions d'intérêt public, et ce grâce à l'aide de fonds publics et d'une mise en œuvre par le secteur privé. Les activités de conseil à l'intention des clients privés devraient être prises en charge par le secteur privé et financées par leurs clients. Les gouvernements devraient créer un environnement favorable aux initiatives du secteur privé, c'est-à-dire, par exemple, fournir et entretenir les infrastructures nécessaires, soutenir les systèmes de connaissances, mais aussi développer et maintenir la stabilité et la continuité politique, tout comme la sécurité physique et juridique. La tâche principale des gouvernements est d'élaborer des politiques bénéfiques et de les mettre en œuvre grâce à une administration efficace et fiable.

## **Systèmes d'innovation et changement institutionnel**

[N. Roling et D. Hounkonnou](#)

L'intensification modérée de l'agriculture africaine à petite échelle devrait améliorer la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté rurale sur le continent. Elle mobiliserait les ressources naturelles et humaines fortement sous-exploitées en les plaçant sous la gestion de petits producteurs dans le but de renforcer la sécurité alimentaire mondiale. Les moyens d'y parvenir sont controversés et trouvent racine dans l'histoire de la croissance exponentielle phénoménale de l'agriculture industrielle, en particulier aux États-Unis depuis les années 1940. Cette croissance a généralement été attribuée à l'investissement dans le domaine de la technologie scientifique et sa promotion par la vulgarisation. Une analyse minutieuse démontre néanmoins qu'un système d'institutions interdépendantes ayant permis le développement agricole avait été mis en place bien avant que la croissance ne débute. Compte tenu de la littérature internationale, des expériences préliminaires d'un programme de recherche d'Afrique occidentale incluant trois pays et de l'impact décevant de la recherche agricole autour de l'innovation agricole africaine, le présent article affirme que le changement institutionnel requiert de repenser les voies d'innovation en vue de reconnaître le rôle des règles, la distribution du pouvoir et de la richesse, l'interaction et les positions. Le moment est venu : le changement climatique, l'insécurité alimentaire, les prix élevés des denrées alimentaires et les émeutes qui y sont liées font de la production alimentaire nationale une question politique pour les dirigeants africains.

Le document présente les systèmes d'innovation comme un moyen d'évolution institutionnelle axée sur l'apprentissage, sur de nouveaux modèles d'interaction et sur de nouvelles configurations des acteurs centraux. Les institutions sont ancrées dans l'histoire et les contextes locaux et doivent naître de ces derniers. Plutôt que de l'employer comme un outil de promotion technologique, il serait plus utile de déployer la vulgarisation pour faciliter les dynamiques des systèmes d'innovation qui accompagnent l'investissement dans l'interaction des parties prenantes.

## **Politique de vulgarisation agricole : le chaînon manquant dans les innovations dans les systèmes de vulgarisation et de conseil**

[O.I. Oladele, Nigéria](#)

Ce document analyse les caractéristiques des modèles et des politiques de vulgarisation agricole dans 27 pays d'Afrique subsaharienne (ASS). Il s'appuie sur l'hypothèse selon laquelle la politique de vulgarisation en ASS ne peut être envisagée séparément des modèles utilisés dans ces pays. L'organisation de la vulgarisation agricole dans les pays en développement pâtit de l'absence de cadres juridiques et politiques permettant de fournir ces services. Mettre en place ces cadres est un moyen simple, mais essentiel, de soutenir la vulgarisation dans les pays en développement. Cela aidera à dissiper la confusion existant autour du transfert des connaissances agricoles aux agriculteurs, en particulier en ce qui concerne l'offre de services, le développement de programmes et le financement. Les résultats de l'analyse montrent que les systèmes de vulgarisation pluralistes dominent le paysage de la vulgarisation et du conseil de nombreux pays d'ASS. Sur les 27 pays couverts par l'étude, seulement deux ont une politique de vulgarisation faisant l'objet d'une législation, en dépit du fait que de telles politiques favorisent généralement des systèmes bien organisés et financièrement stables ayant une efficacité soutenue et un impact cumulatif. Le présent document recommande que les pays d'ASS légifèrent en matière de politiques de vulgarisation afin d'améliorer l'offre de services et de réduire les contradictions dans les modèles de vulgarisation.



## Développements et publications sélectionnées | [RSS](#)

### **Données concrètes destinées à améliorer les politiques et les pratiques**

#### **Vers une alimentation mondialisée : davantage de nourriture, diversité réduite et plus de risques associés**

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22478](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22478)

Cette étude approfondie menée par Colin Khoury du Centre international d'agriculture tropicale (CIAT), en collaboration avec des chercheurs d'autres instituts, fait apparaître les changements intervenus dans l'importance relative des différentes plantes cultivées dans les approvisionnements alimentaires nationaux à l'échelle mondiale au cours des 50 dernières années. Cette étude de l'approvisionnement alimentaire à l'échelle mondiale décrit de manière détaillée et confirme pour la première fois ce que les experts soupçonnaient depuis longtemps : au cours des cinq dernières décennies, les régimes alimentaires humains ont suivi un rythme de croissance similaire (moyenne mondiale de 36 %) et la tendance ne montre aucun signe de ralentissement, ce qui entraîne de lourdes conséquences pour la nutrition humaine et la sécurité alimentaire dans le monde. L'étude fait apparaître que le recours accru à un nombre limité de cultures alimentaires peut également contribuer à favoriser l'obésité, les maladies cardiovasculaires et le diabète, largement associés à une modification des habitudes alimentaires dans le monde. Nombre de cultures d'importance considérable à l'échelle régionale – dont les céréales comme le sorgho, le millet et le seigle, ainsi que les plantes à racines et tubercules comme la patate douce, le manioc et l'igname – ont perdu du terrain. D'autres cultures céréalières et maraîchères importantes au niveau local – pour lesquelles des données comparables au niveau mondial ne sont pas disponibles – ont subi le même sort. L'autre risque lié à un panier alimentaire plus homogène est l'augmentation de la vulnérabilité de l'agriculture aux principales menaces comme la sécheresse, les insectes nuisibles et les maladies, qui risquent de s'aggraver dans de nombreuses régions du monde en raison du changement climatique.

*Note de l'éditeur* – les chercheurs et les politiques peuvent-ils faire fi de la mondialisation des régimes alimentaires et du recours à un nombre limité de cultures ? Les implications pour l'avenir de la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont lourdes de conséquences, que ce soit pour les économies ou l'environnement naturel. Des efforts de recherche similaires devraient être consentis en faveur de l'élevage – reportez-vous à [l'article de Patterson](#). J'ai lu il y a quelques semaines que des chercheurs chinois avaient commencé à examiner [les conséquences de la perte des ressources génétiques autochtones](#) (qui sont plus résilientes), pour l'alimentation et l'agriculture.

[Communiqué de presse](#); [CIAT](#); [Revue de presse](#); [Article](#).

(CIAT, 29/01/2014)

#### **Sorgho et millet perlé : l'innovation au service de l'agriculture**

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22472](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22472)

Bio-Innovate Africa a lancé un consortium de recherche multinationale afin de mettre au point des variétés de sorgho et de millet perlé plus productives. Le projet propose une approche qui utilisera des technologies en amont et en aval de la chaîne de valeur en vue d'élaborer de nouveaux outils permettant d'améliorer la productivité du sorgho et du millet perlé, ce qui mènera à l'adoption de variétés améliorées et tolérantes à la sécheresse par les petits exploitants. Diverses méthodes de recherche seront utilisées (des outils de génomique comparative aux expériences sur le terrain, en passant par d'autres activités agricoles participatives).

(Bio-Innovate, 2014)

## PDDAA : ce qui a changé pour le secteur agricole en Tanzanie

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22463](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22463)

Brian Cooksey, du Future Agricultures Consortium (dont le Secrétariat est basé à l'IDS, Université du Sussex, Royaume-Uni), a examiné l'impact du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) sur le secteur agricole tanzanien. Dans cet article, il examine dans quelle mesure le PDDAA est lié aux initiatives stratégiques nationales et régionales (notamment celles comme le Plan national d'investissement pour l'agriculture et la sécurité alimentaire, le couloir sud de croissance agricole tanzanien et la nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition) et à leur gouvernance, mais se penche également sur les impacts possibles du PDDAA sur les dépenses agricoles dans le pays, ainsi que sur l'étendue de l'influence et de l'inclusion des organisations de la société civile sur les processus d'élaboration des politiques agricoles. L'auteur conclut que les dépenses agricoles liées au PDDAA sont minimes, qu'elles ont diminué suite aux récentes élections et qu'elles ne sont pas consacrées aux activités de recherche agricole dans le pays. (Future Agricultures Consortium, 11/2013)

## Initiative ASTII, note d'orientation numéro 3 (décembre 2013)

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22249](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22249)

En 2007, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) a lancé l'Initiative africaine sur les indicateurs de la science, de la technologie et de l'innovation (ASTII) dans le cadre du Plan d'action consolidé pour la science et la technologie en Afrique. L'Initiative ASTII vise entre autres à soutenir le processus d'élaboration et d'examen des politiques ST&I sur la base d'éléments concrets ; à renforcer la coopération et la collaboration régionales concernant les activités ou programmes d'innovation S&T ; à renforcer les capacités humaines et institutionnelles en Afrique pour le développement et l'utilisation des indicateurs ST&I et la réalisation d'enquêtes connexes ; à produire des indicateurs ST&I fiables et à étoffer les bases de données connexes. Dans le cadre de cette initiative, les pays participants réalisent des enquêtes sur la R&D et l'innovation en vue de produire les données nécessaires à la compilation des indicateurs sur l'état des ST&I.

Cette note d'orientation montre que l'Initiative ASTII a encouragé les États membres de l'UA à réaliser des enquêtes sur la R&D et l'innovation, mais aussi à contribuer au renforcement des capacités nationales en vue d'éclairer le processus d'élaboration et d'examen des politiques ST&I sur le continent. Toutefois, les États membres de l'UA sont confrontés à un certain nombre de difficultés dans la réalisation de leur transition économique (notamment un manque de ressources des organes responsables pour la collecte et l'analyse de données émanant des enquêtes sur la R&D et l'innovation à l'échelle nationale).

Consultez les notes d'orientation ASTII et AOSTI sur notre site web. Également disponible, la dernière édition (mars 2014) du '[African Innovation Outlook](#)' et son examen en profondeur de la productivité scientifique (entre 2005-2010) des pays africains participant au projet ASTII.

## Nouvelles pistes d'innovation

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22457](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22457)

Cette publication de Convergence of Sciences (CoS) présente certains des résultats du programme de renforcement des systèmes d'innovation agricole (SIS) au Bénin, au Ghana et au Mali, ainsi que les conditions qui permettront aux petits producteurs d'améliorer leurs méthodes d'exploitation agricole. Plutôt que de se concentrer sur des innovations de nature technique, CoS-SIS aide les organisations spécialisées dans la recherche agricole, les ONG, les universités et d'autres agences des secteurs public et privé au niveau national, sous-régional et continental, à renforcer et à harmoniser leurs programmes en identifiant des synergies « scientifiques ». Plus particulièrement, CoS-SIS encourage le développement de nouveaux programmes universitaires, tout en conseillant les décideurs à l'échelle des districts et à l'échelle nationale sur les moyens de promouvoir l'innovation en faveur des petits producteurs. Ce guide bilingue décrit les efforts déployés dans les secteurs comme le coton, le riz, le beurre de karité, l'huile de palme, le cacao, les systèmes associant l'agriculture et l'élevage et la gestion de l'eau.

(CoS-SIS, 2013)



## Rapport 2014 du GIEC sur le changement climatique : impacts, adaptation et vulnérabilité

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22451](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22451)

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a publié son cinquième rapport d'évaluation (AR5) le 31 mars 2014. Les experts du GIEC ont révisé leurs estimations, faisant apparaître des pertes considérables en raison d'une hausse des températures de seulement deux degrés Celsius dans les régions productrices de denrées alimentaires. Dans les rapports précédents, on pensait que seule une hausse de trois à quatre degrés Celsius pouvait avoir un impact significatif sur la production agricole. La modification des estimations communiquées par les experts sur la manière dont le changement climatique affectera l'agriculture constitue l'un des points majeurs du rapport. Ce cinquième rapport d'évaluation souligne que la production de céréales (maïs, blé, riz) pourrait commencer à diminuer d'ici 2030 et baisser de 2 % par décennie (le changement climatique semble déjà affecter les cultures, mais cela a jusqu'à présent été compensé par l'amélioration des rendements agricoles). Les pages relatives à l'agriculture se trouvent dans la section « Global and sectoral aspects » et le chapitre 7 traite de la sécurité alimentaire et des systèmes de production alimentaire. (GIEC, 31/03/2014)

## Les implications économiques du changement climatique dans le Pacifique

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22445](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22445)

Dans ce rapport, la Banque asiatique de développement identifie les effets du changement climatique et quantifie les coûts inhérents à ses conséquences néfastes pour les îles du Pacifique à l'aide d'informations détaillées sur les principaux secteurs clés comprenant l'agriculture, la pêche, le tourisme, les récifs coralliens et la santé humaine. Elle présente un certain nombre de recommandations stratégiques assorties de mesures visant à permettre aux pays de réduire au maximum ou d'atténuer ces effets. Parmi les conclusions du rapport, citons les suivantes : la combinaison et l'interaction de facteurs géographiques, économiques, environnementaux et démographiques pourraient rendre la région Pacifique particulièrement vulnérable au changement climatique ; l'intégration des actions menées pour faire face au changement climatique dans la planification du développement est cruciale si l'on souhaite réduire au maximum son impact ; une stratégie d'adaptation s'avère essentielle pour limiter les multiples effets du changement climatique. Cette publication est disponible pour téléchargement gratuit ou payant.

(ADB, 11/2013)

## Gestion des risques de sécheresse face au changement climatique : le rôle des politiques nationales de lutte contre la sécheresse

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22433](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22433)

Dans cet article en libre accès tiré de la revue *Weather and Climate Extremes*, Donald A. Wilhite et ses collègues de l'École des ressources naturelles de l'Université du Nebraska (États-Unis) se penchent sur les préoccupations croissantes que suscite dans le monde l'inefficacité des pratiques actuelles de gestion des risques de sécheresse. La plupart des politiques et pratiques nationales liées à la lutte contre la sécheresse reposent sur les principes de la gestion de crises, avec pour résultat le traitement « réactif » des « symptômes » de la sécheresse. Selon les auteurs, un plan de gestion de la sécheresse doit considérer les facteurs de vulnérabilité liés à ce type d'événement climatique extrême. Ils montrent en outre qu'il est possible de renforcer la capacité d'adaptation des pays grâce à la mise en œuvre de politiques nationales de lutte contre la sécheresse axées sur la réduction des risques et complétées par des plans de planification préalable ou d'atténuation du phénomène à différents niveaux de l'État. Dans leur article, ils examinent les causes sous-jacentes de la sécheresse, les principes et les objectifs des politiques nationales de lutte contre la sécheresse et un processus de planification préalable qui s'est avéré efficace lors de l'élaboration des plans d'action visant à atténuer les effets de la sécheresse.

(*Weather and Climate Extremes*, 18/03/2014)

## Évolution et capacité d'adaptation des systèmes agricoles : pistes de soutien à l'adaptation

Jami Dixon et ses collègues de l'École des sciences de la Terre et de l'environnement (Université de Leeds, Royaume-Uni) examinent dans quelle mesure les tendances (climatiques et économiques) historiques ont influencé les capacités d'adaptation des systèmes agricoles en Ouganda. En comparant deux systèmes agricoles, ils notent trois conclusions majeures : 1) des tendances similaires dans l'évolution des systèmes agricoles ont eu différents impacts sur la diversité de ces systèmes ; 2) ces tendances ont contribué à l'érosion des institutions sociales et culturelles informelles, mais aussi à l'accentuation de la dépendance vis-à-vis des institutions formelles ; 3) il faut concilier au mieux les composantes de la capacité d'adaptation au niveau des exploitations agricoles, car cela influe sur la capacité d'adaptation des systèmes agricoles. Afin d'identifier les effets réels des changements climatiques futurs et de leur variabilité, les auteurs soulignent l'importance de reconnaître la nature dynamique de l'adaptation. En pratique, les domaines signalés comme nécessitant un renforcement du soutien à l'adaptation comprennent : l'abandon des approches uniques, l'identification et l'intégration de méthodes modernes d'agriculture plus appropriées, le développement d'institutions inclusives (formelles et informelles) et une compréhension plus nuancée du rôle et du processus décisionnel des acteurs externes les plus influents. Il convient d'approfondir les recherches afin de mieux comprendre les avantages et les inconvénients au niveau des exploitations, ainsi que les conséquences qui en découlent à l'échelle spatiale et temporelle.

(*Resources*, 27/02/2014)

[Haut de page](#)

## **Perception des peuples autochtones de l'érosion des sols, adaptation et incidences sur les moyens de subsistance : le cas des producteurs de maïs dans le nord du Ghana**

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22418](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22418)

Francis Issahaku Malongza Bukari, de l'Université d'études du développement au Ghana, a analysé la nature de l'érosion des sols, ses effets sur les producteurs de maïs et l'efficacité des mesures de contrôle locales sur les niveaux de production et les moyens de subsistance des exploitants. D'après les résultats de l'étude, les principaux effets de l'érosion des sols sont les suivants : rareté des terres fertiles, réduction des surfaces cultivables, diminution des rendements et baisse du niveau de vie des ménages agricoles. Les stratégies d'adaptation destinées à réduire les effets de l'érosion des sols comprennent la rotation des cultures, le sillonnage du sol, la plantation en monticules et la suppression des labours profonds. Les exploitants ayant appliqué avec succès les méthodes traditionnelles de protection des sols sont parvenus à améliorer leurs rendements par unité de surface ainsi que leur niveau de vie. Selon l'auteur, les services modernes de vulgarisation agricole doivent venir compléter et non remplacer les systèmes de savoirs locaux afin de garantir la durabilité dans cette région agricole.

(*Journal of Natural Resources and Development*, 07/10/2013)

## **Utilisation des ressources écologiques autochtones dans la lutte contre les ravageurs en Afrique**

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22406](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22406)

David Grzywacz et ses collègues de l'Institut des ressources naturelles de l'Université de Greenwich, au Royaume-Uni, ont passé en revue deux exemples africains de pratiques de protection des cultures mobilisant les ressources biologiques disponibles. Les chercheurs ont examiné le rôle de la plante pesticide *Tephrosia vogelii*, et la récolte du virus de l'insecte endémique *Spodoptera exempta* (SpexNPV), qui peuvent être produits localement et se sont révélés prometteurs lors d'essais. Ils pourraient en effet servir d'outils efficaces et peu coûteux pour lutter contre les ravageurs. Sur le continent, leur utilisation se généralise et fait l'objet d'évaluations. L'accent mis sur les systèmes non conventionnels de protection des cultures illustre la nécessité d'explorer plus avant le potentiel des ressources naturelles locales pour remplacer les intrants agricoles importés, trop chers. Selon les auteurs, l'environnement réglementaire des pays doit évoluer pour faciliter l'homologation de nouveaux produits et l'établissement de chaînes d'approvisionnement qui soient bénéfiques aux producteurs locaux, mais aussi pour les aider à améliorer leurs méthodes de production.

(*Food Security*, 02/2014)

### Renforcer l'information sur les sols afin de quantifier la durabilité environnementale, sociale et économique

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22400](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22400)

Le Centre international de référence et d'information pédologiques (ISRIC – World Soil Information, Wageningen) a récemment publié ce long rapport dans lequel sont examinés les besoins en données pédologiques à des résolutions spatiales de plus en plus fines.

Le rapport examine tout d'abord la question de la nécessité d'avoir accès à des informations pédologiques de qualité, cohérentes et appropriées en vue d'appuyer les études sur la productivité alimentaire, la gestion de l'eau et des sols, la dynamique du carbone des sols, les émissions de gaz à effet de serre et la réduction ou la prévention de la dégradation des sols. Il identifie les variables cibles considérées comme les plus importantes pour les modèles actuels et futurs d'évaluation de l'état des sols et évalue les nouvelles méthodes de mesures rentables susceptibles de réduire le recours à des méthodes d'analyse conventionnelles en laboratoire. Il examine en outre la situation et les perspectives de l'amélioration plus poussée de la précision de la cartographie des propriétés du sol et de l'information tabulaire (résolution plus fine) dans le monde. Les possibilités de collecter un large éventail d'informations spécifiques sur les sols – notamment à travers l'externalisation à grande échelle et le stockage, le décryptage et l'analyse des données – sont examinées dans le contexte de l'émergence du GSIF (Global Soil Information Facility) de l'ISRIC.

Les activités du GSIF sont liées à des initiatives mondiales telles que le Partenariat mondial sur les sols (PMS), placé sous l'égide de la FAO ; GlobalSoilMap.net, le système de traitement des données mondiales du Conseil international pour la science ; le World Data System et le Réseau mondial des systèmes d'observation de la Terre (GEOSS), qui œuvrent en faveur d'approches participatives de partage des données. Afin de renforcer ses services d'information dans le monde, l'ISRIC travaille en étroite collaboration avec des instituts nationaux et des organisations internationales dont la mission est d'établir un inventaire des ressources du sol.

(ISRIC, 05/2013)

### Étude régionale sur la pêche continentale au sein de l'UEMOA

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22394](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22394)

L'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine), avec l'appui du consortium conduit par l'IRD (France), a recensé les résultats d'une étude régionale sur la pêche continentale dans huit États membres et les a rendus accessibles grâce à un atlas en ligne. Ce portail offre des informations et des statistiques actualisées sur les capacités, l'exploitation, les services et les chaînes de valeur de la pêche continentale pour chacun des pays. Des études, des données ainsi qu'une analyse nationale et régionale sur le thème de la pêche continentale et de l'aquaculture peuvent également être téléchargées sur le site web. Les données statistiques sont particulièrement utiles pour aider les décideurs à établir des comparaisons et à tirer des enseignements des secteurs de la pêche et de l'aquaculture dans les pays voisins.

(UEMOA, 2013)

[Haut de page](#)

### Le projet MarSIS dans les îles Grenadines

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22388](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22388)

Le Marine Resource Space-use Information System (MarSIS) est un projet du Centre pour la gestion des ressources et les études environnementales de l'Université des Indes occidentales, à la Barbade. MarSIS rassemble dans un système d'information unique un large éventail d'informations sociales, économiques et environnementales tirées des connaissances scientifiques et locales. Ce système a été créé en vue d'intégrer un large éventail de connaissances marines et de fournir une base d'informations plus complète en appui à la planification et à la gestion marine et côtière. MarSIS sera utilisé pour identifier les habitats halieutiques essentiels, les zones de reproduction et les espèces menacées ; les zones riches en biodiversité ; les écosystèmes marins importants (mangroves, algues de mer, récifs coralliens) ; les zones culturelles et récréatives importantes ; les zones importantes pour la pêche, le tourisme marin, la navigation de plaisance

et le transport maritime ; les sources terrestres de pollution, de menaces humaines et de conflits relatifs à l'utilisation de l'espace marin.

(MarSIS, 2014)

## La COPACO formule des recommandations sur le mérou, le vivaneau et le strombe géant

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22382](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22382)

À l'occasion de sa quinzième session, tenue en mars 2014, la Commission des pêches pour l'Atlantique Centre-Ouest (COPACO) a adopté des recommandations sur le strombe géant (gros escargot de mer) et les frayères de mérous et de vivaneaux. Afin de stopper le déclin ou la disparition des zones de reproduction du mérou et du vivaneau dans les Caraïbes, la Commission a recommandé une fermeture saisonnière de la pêche commerciale et récréative au mérou de Nassau (*Epinephelus striatus*) dans la région. Toutes les zones de reproduction identifiées seront fermées du 1er décembre au 31 mars, à compter de décembre 2014. La Commission a recommandé à la COPACO d'élaborer un plan régional de gestion et de conservation du strombe géant (*Strombus gigas*) en vue d'une adoption en 2016. Les résolutions approuvées par la Commission concernaient la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, le contrôle du poisson-papillon devenu espèce envahissante et les directives volontaires relatives à la pêche artisanale, entre autres.

(IISD, 31/04/2014)

## Réseau mondial de lutte contre la contamination alimentaire

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22376](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22376)

Le projet MycoRed financé par l'UE vise à développer de nouvelles méthodes de production et de manipulation destinées à réduire l'impact de la contamination avant et après la récolte dans la chaîne alimentaire des céréales en alimentation humaine et animale. MycoRed porte sur des questions telles que l'optimisation de la résistance des plantes et l'utilisation des fongicides, et ce en vue d'adopter des pratiques novatrices de traitement post-récolte et de stockage et de déployer de nouvelles technologies de transformation des aliments. Des technologies spécifiques ont été conçues de façon à être intégrées dans les chaînes alimentaires animale et humaine (blé, maïs, raisin, noix et fruits secs). Tous les documents pertinents peuvent être consultés sur le site web du projet.

(Projet MycoRed, 03/2014)

[Haut de page](#)

## Système de cartographie du gel en temps quasi réel pour les plantations de thé au Kenya

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22367](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22367)

RCMRD/SERVIR-Africa et la Fondation de recherche sur le thé du Kenya (TRFK) ont développé et mis en place des réseaux de capteurs sans fil au Kenya pour appuyer un système automatisé de cartographie du gel en temps quasi réel destiné à alerter les responsables de plantations de thé en cas de changement notable des températures. Ce système détermine et affiche les zones touchées par le gel en analysant les données de températures au sol durant la nuit du spectroradiomètre imageur à résolution moyenne (MODIS) de la NASA, qui est installé à bord des satellites Terra et Aqua. Chaque matin, après avoir recueilli des données pendant quelques heures, le système transmet par email des cartes conviviales indiquant les zones à fort potentiel de gel aux Services météorologiques du Kenya (KMS), à la TRFK et aux compagnies d'assurance agricole. Outre les données dérivées de satellites, le système intégrera prochainement un modèle de prévision numérique afin d'aider à cartographier les zones présentant un potentiel de gel jusqu'à trois jours à l'avance.

(SERVIR, 28/01/2014)

## Lancement de la base de données Global Land Cover SHARE (GLC-SHARE)

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22361](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22361)

La FAO a publié une nouvelle base de données exhaustive fournissant des données géospatiales provenant de multiples sources et ayant été harmonisées selon les définitions et normes acceptées à l'échelle internationale. Cette base de

données sur la végétation mondiale fournit des informations – recueillies par divers pays et organisations – sur onze niveaux de couverture végétale. Au nombre des applications de la nouvelle base de données GLC-SHARE figurent notamment le suivi de l'évolution du couvert végétal et l'évaluation de l'impact du changement climatique. (FAO, 17/03/2014)

## **Industrie de la canne à sucre : menaces environnementales, perspectives bioéconomiques**

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22355](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22355)

Dans la revue *Engineering News*, Francis Johnson, chercheur principal de l'Institut pour l'environnement de Stockholm (SEI), évoque les différentes pratiques de gestion dans l'industrie de la canne à sucre dans les pays en développement. La plupart des pays qui disposent d'exploitations de canne à sucre sont confrontés à des problèmes environnementaux similaires : pénurie d'eau, écoulement des nutriments, perte de biodiversité, lixiviation chimique, pollution de l'air, etc. Selon Johnson, la manière dont les pays élaborent et appliquent la législation associée à la culture de la canne à sucre détermine la viabilité de la filière. En Afrique du Sud, par exemple, la pratique répandue du brûlage de la canne à sucre avant la récolte est à l'origine de la pollution atmosphérique et de la perte de biomasse (déchets de cannes), alors que les résidus de récolte de canne pourraient être brûlés afin de produire de l'électricité et du chauffage. À l'inverse, à Maurice, pays beaucoup plus petit, l'adoption de pratiques modernes de culture de la canne à sucre a permis d'atténuer les effets environnementaux néfastes de l'industrie. Les idées de projets de partenariats publics-privés visant à améliorer la filière foisonnent et sont évidentes : cultiver la canne à sucre où la terre le permet naturellement, aider la filière à atteindre les normes requises, faciliter la diffusion de données et l'exécution des décisions, examiner la question de la responsabilité pour les dommages environnementaux, développer et commercialiser des sous-produits à valeur ajoutée, etc. (*Engineering News* via SIANI, 28/03/2014)

## **La peau de tomate : un revêtement naturel pour les conserves en métal**

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22346](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22346)

Dans le cadre du projet européen BIOCOPAC, une nouvelle gamme de laques à base de solution bio a été développée pour l'industrie des conserves alimentaires en vue de répondre aux exigences en matière de production durable et de sûreté des aliments. La laque naturelle a été mise au point à partir de peau de tomate, un sous-produit souvent traité comme un déchet par l'industrie agroalimentaire. Elle sera appliquée à l'intérieur et à l'extérieur de l'emballage métallique destiné aux produits alimentaires. Les chercheurs ont commencé par analyser les déchets de tomates, puis ils ont élaboré une méthode expérimentale d'extraction de la cutine (un polymère cireux) à partir de la peau de tomate. Cette innovation permettra aux fabricants de boîtes de conserve métalliques d'offrir une solution respectueuse de l'environnement aux entreprises agroalimentaires du monde entier. (Projet BIOCOPAC, 03/2014)

[Haut de page](#)

## **Renforcement de la coopération universitaire Afrique-UE : la Commission soutient le projet visant à doubler la taille du programme de partenariat**

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22337](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22337)

La manifestation organisée conjointement par la Commission européenne et la Commission de l'Union africaine le 27 mars 2014 dans le cadre de l'initiative d'harmonisation et d'ajustement de l'enseignement supérieur africain (*Tuning Africa*) était ciblée sur la mobilité des étudiants, la reconnaissance des certifications et des unités, ainsi que la mise au point de nouveaux programmes d'études et de programmes d'études communs. Au cours des sept prochaines années, le nouveau programme Erasmus+ devrait fournir des bourses à 25 000 étudiants et universitaires africains afin qu'ils suivent des études ou une formation en Europe et environ 2 750 chercheurs africains devraient recevoir une aide. L'un des objectifs de la réunion était de doubler le nombre d'universités africaines couvertes par l'initiative, pour le faire passer de 60 (et 130 000 étudiants de premier cycle) à 120 d'ici 2015. Elle vise également à améliorer l'évaluation des établissements et à mettre en place un cadre pour l'assurance qualité et l'accréditation.

## Événements | [RSS](#)

### 6e Congrès mondial sur l'agriculture de conservation

Dates: 22-26 juin 2014

Lieu: Winnipeg (Canada)

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22334](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22334)

### Agroécologie et pérennité de l'agriculture pluviale en milieu tropical (AfA2014)

Dates: 3-7 novembre 2014

Lieu: Antananrivo (Madagascar)

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22331](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22331)

[Haut de page](#)

## Appels, compétitions et bourses | [RSS](#)

### Appel à contributions : Revue agricole du Pacifique Sud (JOSPA)

Date limite : 30 juin 2014

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22328](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22328)

### Formation en compétences transférables proposée aux doctorants : « formation doctorale innovante sur la sécurité alimentaire dans le monde »

Dates : 2-20 juin 2014

Lieu : Makerere University (Kampala, Ouganda)

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22325](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22325)

### Améliorer et internationaliser les cursus universitaires : atelier à l'intention de professeurs expérimentés

Dates : 10-12 juin 2014

Lieu : Makerere University (Kampala, Ouganda)

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22322](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/22322)

[Haut de page](#)

## Poste à pourvoir | [RSS](#)

### Postes de direction au RUFORUM

Date limite : 2 juin 2014

Le Forum régional des universités pour le renforcement des capacités dans l'agriculture (RUFORUM) recrute du personnel qualifié et compétent pour son secrétariat basé à Kampala (Ouganda), et notamment : 1) un directeur financier, 2) un responsable du département partenariats et gestion stratégique, et 3) un responsable du département planification et suivi-évaluation.

[knowledge.cta.int/en/content/view/full/22319](http://knowledge.cta.int/en/content/view/full/22319)

[Haut de page](#)



---

Si vous n'êtes pas abonnés à l'infolettre 'Knowledge', et si vous souhaitez recevoir les prochains numéros, consultez le site web [Connaissances pour le développement](http://Connaissances.pour.le.developpement) ou envoyez un courriel en blanc à l'adresse [join-knowledge-fr@lists.cta.int](mailto:join-knowledge-fr@lists.cta.int)

Vous pouvez vous désabonner en envoyant un courriel en blanc à l'adresse [leave-knowledge-fr@lists.cta.int](mailto:leave-knowledge-fr@lists.cta.int)

Éditeur: CTA

Coordination: Judith Francis (CTA) et Rutger Engelhard (Contactivity b.v.)

Recherche: [Cédric Jeanneret-Grosjean](#) (Contactivity b.v.)



Le CTA est une institution du groupe des États ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et de l'UE (Union européenne) dans le cadre de l'Accord de Cotonou et est financé par l'UE.